L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73.

NOUVELLE-ORLEANS JEUDI MATIN, 12 NOVEMBRE 1874.

43me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
JEUDI MATIN, 12 NOVEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par Vincent & Co., dans leurs salles Duncan, 400 lots marchandises sèches.

Par E. Roger & Co. dans leurs salles Duncan, bottes, souliers et brodequins.

Par A. Gerard, 12 et 14 rue Bourbon, meubles, tapis, objets de fantaisie, etc.

Par Hoffman, Marks & Co., au No. 38 de la rue de Chartres—habillements, lingerie et chaussures.

SPECTACLES.

Jeudi, 12 Novembre 1874.

OPERA—Lucie de Lammermoor.

ACADEMIE.—Chris and Lena, or German Life in Mississippi.

VARIETES—Every Body's Friend & Forty Winks.

GLOBE.—Rip Van Winkle.

ST. CHARLES—Engagement de Mlle Dolly Bidwell, qui jouera ses plus beaux rôles.

Les alliés du parti démocratique.

Le parti qui a été vaincu aux dernières élections ressemble par ses prédictions et ses plaintes à tous les partis vaincus ses prédécesseurs, et il en sera toujours ainsi tant qu'il y aura dans le monde des luttes politiques. On l'a dit cent fois, on l'a dit des milliers de fois, depuis les républiques troublées de l'ancienne Grèce jusqu'aux républiques troublées et certainement fort troublées de l'Amérique. La nature de l'homme ne change pas : l'homme critique, censure, dénonce, condamne ce qui a été fait par un autre que lui et l'homme qui tombe dit : "la critique est aisée mais l'art est difficile : nous verrons si vous ferez mieux que nous."

Aujourd'hui on dit davantage : On dit que le peuple en votant contre le parti républicain, surtout contre la faction radicale, n'a pas entendu voter pour le parti démocrate. Non, nous convenons qu'avant l'élection il n'a pas été question de pareille chose. Nous n'avons pas compté non plus qu'il en fut ainsi ; mais nous sommes satisfait de la chûte du parti républicain. L'électeur qui a répudié ce parti, avait de certaines raisons pour agir ainsi, et maintenant qu'il a eu le courage de sympre avec lui, nous ne voyons pas comment il pourrait de nouveau faire avec lui cause commune. Le parti républicain en tombant ne doivent pas plus pur et plus digne, et sa chûte ne répare pas les inconvénients nables maux dont il a affligé le pays. Le citoyen, de son côté, en votant contre le parti ne s'est inféodé à personne ; il n'a voulu que se déchiner de ce parti pour l'empêcher de continuer ses scandales. Mais en se déchinant il ne peut moins faire que de coopérer avec ceux qui ont les mêmes intentions que lui quant au but en qui on l'intention, en outre de prévenir toute renaissance politique de ces maux à produire les mêmes désastreux effets.

Il n'y a pas là de sentiment d'affection changeant d'objet et passant du parti républicain au parti démocrate ; il n'a là simplement un sentiment de raison, de conservation et d'intérêt ; mais ce dernier sentiment a sa puissance : il a même une puissance supérieure tant qu'il est justifié par les faits. Si ce n'est pas pour détruire démocrate qu'on a quitté les rangs républicains, on les a quittés néanmoins parce qu'on désapprouvait les mouvements et les allures du parti et parce qu'on avait reconnu qu'il s'était frayé une voie au milieu de laquelle il ne pouvait y avoir que des catastrophes.

Alors, on n'est plus républicain radical parce qu'on abjure ouvertement les doctrines gouvernementales de celui-ci, et dans cette séparation que devient-il ? On devient forcément l'auxiliaire du parti démocrate sans lequel toute opposition est été vaine et impuissante. Or, d'auxiliaire à être membre du parti démocrate, quelle distance y a-t-il ? Nous n'en voyons aucune, d'autant moins qu'on a quitté les Républicains et les Radicaux pour des raisons exactement semblables à celles avec lesquelles ils étaient en désaccord avec le parti démocrate. Ayant voté avec celui-ci, on est donc forcé de marcher avec lui aussi long-temps du moins qu'il y a raison de le faire, et qu'il est alors que cette politique, si ce n'est la bonne, c'est à dire la politique des faits, de la logique, bien plus, de la nécessité ?

On a beau y mettre de la mauvaise grâce, on a beau vouloir être indépendant et ne plus appartenir qu'à soi-même pour le faire un journal dont l'esprit est simplement une clientèle et dont le gouvernement se borne à endoctriner les gens et non à leur commander, on ne peut conserver cette indépendance du parti même, et l'isolement sans forces. Une alliance seule peut lui en donner, et une alliance est justement l'affiliation forcée dont nous parlons. Il n'y avait aux Etats-Unis dans ces dernières années que deux grands partis, le parti démocrate et le parti républicain. Ce dernier parti n'existe que parce qu'il cachait au fond de son sein l'abolitionisme et l'abolitionisme lui-même n'a eu qu'une pâture, l'esclavage. Sans cette institution, il n'y avait ni parti abolitioniste ni parti républicain, ni parti radical. Ces trois membres du même genre ont fait coalition pour arriver à quelque chose et ils s'étaient si bien fondus qu'on ne pouvait plus les distinguer l'un de l'autre. S'ils se séparent aujourd'hui, c'est que la pâture est épuisée et que le même tronc souffre et ne peut plus les nourrir.

Avant cette séparation, ils avaient cherché à vivre non plus par l'abolitionisme que tout était aboli, mais par les monopoles, et la construction des monopoles menaçait d'appauvrir et avait bien réellement appauvri le Nord à peu près autant que l'abolition de l'esclavage avait appauvri le Sud. Les monopoles étaient donc encore une autre cause de ruine où tous les Etats-Unis semblaient devoir se perdre à jamais. C'est alors que le peuple, ceci qui ne compte que par le nombre dans l'existence des partis, s'est éveillé du sein d'une torpeur profonde et secouant sa torpeur s'est jeté du côté où il découvrait assez de forces actives pour combattre les monopoles et les terrasser. C'est ce qui est arrivé. Les étrangers, les économistes sérieux, les manufacturiers, les travailleurs, les mécontents, les indignés et les honnêtes gens de toute classe, de toute race et de toute origine, se sont coalisés naturellement et sans effort avec les ennemis traditionnels du parti abolitioniste et, avec leur secours, ils sont parvenus à libérer le pays de ce terrible cauchemar qui détroit tout les jours davantage et menaçait de l'étouffer à jamais.

Pour atteindre ce but, il y a donc eu harmonie parfaite entre le parti démocrate et les diverses catégories de citoyens que nous venons d'énumérer ; maintenant nous ne voyons pas pourquoi ils ne seraient pas après la victoire. Notons de plus jusqu'à présent, il n'y a en que la lutte d'un parti, mais son œuvre reste. Elle ne peut même être défaite avant longtemps. C'est dans le 44e Congrès seulement, c'est-à-dire dans un an ou à peu près, que les Etats de 1874 commenceront à faire sentir leur présence dans les discussions législatives et s'ils l'emportent par le nombre dans l'une des chambres, ils auront encore à lutter contre les résistances de l'autre qui n'a pas changé assez pour être forcée de renoncer aux excès de la politique radicale. En dehors des chambres, l'excitif qui ne changera que le 4 mars 1877, peut susciter maintes difficultés pénibles à résoudre pour ne pas dire insolubles. La réaction ne marchera donc pas aussi vite qu'on pense, aussi vite du moins qu'on le désire, et tant qu'elle n'aura pas eu lieu dans une certaine mesure, les démocrates et avec eux les conservateurs, les réformateurs, les libéraux et tous les autres alliés seront forcés de rester unis.

Il est absurde de dire, comme disent certains journaux, que l'opposition libérale, grangère, conservatrice en réformatrice, a uniquement voulu donner une leçon au parti radical et que la leçon donnée, l'opposition reviendra à ce ce parti, vainqueur par les élections. Les radicaux ne sont pas des écoliers et les hommes qui leur font opposition, ne sont pas des maîtres d'école. Non seulement l'opposition a voulu un changement d'hommes, mais elle a voulu aussi un changement de choses, et tant que ce changement de choses n'aura pas eu lieu, elle ne pourra changer elle-même et se séparer du grand parti qui l'aura aidée et sans la puissance duquel tous ses efforts eussent été vaines.

Si donc l'opposition, venant de tous lieux, est, d'accord avec le parti démocrate pour renverser les hommes pervers qui, sous le nom de républicains déshonorent la République depuis tant d'années, si cette opposition est encore d'accord avec le parti démocrate pour renverser leur œuvre ou la purger au moins de tout ce qu'elle contient de funeste aux libertés, aux intérêts et à la dignité du pays, si cette opposition est encore d'accord avec le parti démocrate pour rétablir les vrais principes constitutionnels au moyen desquels le pays était devenu grand, puissant, prospère, tout en restant libre, nous ne voyons pas pourquoi, le but atteint, elle quitterait ses honorables alliés et formerait à part une organisation politique qui manquerait entièrement de nécessité comme de justification. Ces sortes de séparation n'ont pas lieu après une victoire, surtout quand il n'y a pas de conflit d'intérêts, et nous ne découvrons pour le moment aucune cause immédiate de conflits semblables. Quant aux causes lointaines elles sont ce qu'elles ont toujours été et seront toujours vu la diversité des climats sous lesquels se développent, en tout sens, les vastes dépendances du domaine fédéral.

Mais ces questions n'appartiennent pas au cadre de cet article. Nous avons voulu démontrer seulement que toutes les oppositions qui, dans ces dernières élections ont fait alliance avec le parti démocrate sont, de leur nature, solides et durables, et qu'on peut faire sur elles le même fond que sur le parti démocrate lui-même. Ainsi loin de craindre des défections ou des désagrégations pour les élections de 1876, nous devons au contraire, compter sur une harmonie parfaite et sur de nouvelles adhésions. Il est vrai que, pour y voir clair, le peuple des Etats-Unis y aura mis du temps, mais il n'en verra que mieux ; ses yeux, une fois décillés, ne se refermeront pas à la lumière, et sa réprobation du radicalisme et du grantisme, pour avoir été tardive, n'en sera que plus éclatante et plus universelle.

L'ELECTION EN LOUISIANE.

Une transposition a fait placer la majorité démocratique de la paroisse Livingston dans la colonne des majorités républicaines. Nous corrigeons l'erreur et modifions les totaux en conséquence.

Voici la liste révisée des majorités par paroisse par ordre alphabétique.

MAJORITÉS ;

	Démocrates.	Républicains.
Ascension	250	1091
Assomption	1200	
Baton Rouge, E.	180	1
Baton Rouge, O.		492
Bienville	7	8
Bossier		16
Caddo		1756
Caldwell		120
Catahoula	96	
Claiborne		1
Caddo	677	
Caldwell	72	
Carroll	1137	
Catahoula	1	
Desoto	1021	
Feliciana, Est		841
Feliciana, Ouest		1267
Franklin	348	
Grant	22	
Iberville		1365
Jefferson	150	
Jefferson		87
Jackson	317	
Livingston	324	
Lincoln	397	
Lafayette	1100	
Lafourche	122	
Madison		1611
Morehouse		301
Natchitoches	62	
Orleans	12,136	
Ouachita	963	
Plaquemines	74	
Pointe Coupée	1100	
Red River	500	
Rapides	84	
Richland	240	
Sabine	19	
St. Jean Baptiste		356
St. Landry	2,611	
St. Bernard		209
St. Charles		146
St. Marie		1
St. Helène	36	
St. Martin	216	
St. Tammany	78	
St. Jacques		1110
Tensas		1200
Tangipahoa	493	
Terrebonne	128	
Union	767	
Vernon	444	
Vermilion	64	
Wilkinson	241	
Washington	332	
Webster	300	
Totaux	26,516	22,064
Majorité démocratique.	4,452	

Notre Feuilleton.

Nous commençons aujourd'hui la publication d'une très jolie nouvelle d'Armand Lapointe, ayant pour titre *Les Rivalités*.

☞ Le steamer allemand Feldmarshal Moltke, est parti de la Havane mardi à 2 heures du matin et arrivera ici à son quai vendredi dans la matinée.

TAXES DE VILLE ARRIÉRÉES.—Nous appelons l'attention des contribuables qui n'ont pas encore payé leurs taxes de ville sur l'avis publié par M. H. C. Miller, assistant-avocat de la ville. Des jugements ont déjà été pris contre tous les délinquants pour les taxes impayées de 1874. Jusqu'ici les frais sont peu considérables. Mais M. Miller avertit les intéressés d'avoir à solder le montant de leurs taxes s'ils veulent éviter l'exécution des jugements. Il y a plus de trois millions de taxes arriérées pour l'année 1874 seulement et tous les services de l'administration municipale se trouvent entravés par le manque de ressources.

TRANSFERT D'ÉTABLISSEMENT. — M. J. Douseau vient de transférer son magasin à la rue du Canal 142, entre Carondelet et Baronne, où l'on trouvera un très bel assortiment de gants Jouvin et Reguier pour les cavaliers et les dames. M. Douseau a aussi un magnifique choix de parfumeries fines les plus connues et les plus estimées. Nous devons ajouter que les prix demandés par la maison Douseau sont des plus modérés.

DERNIÈRE CHANCE. — Il ne reste plus que fort peu de temps pour l'achat des billets au cinquième concert-loterie de la Bibliothèque Publique du Kentucky. Les agents ont été prévenus de faire leurs retours du 20 au 25 du courant, mais pour la convenance de ceux qui peuvent avoir négligé de se procurer des billets par l'intermédiaire des agents, des ordres seront exécutés aux bureaux de la compagnie jusque dans la soirée du 28 et si quelque argent arrive trop tard, il sera promptement remboursé à la personne qui l'aura envoyé.

MAISON P. MALLARD.—Dans les temps de crise on cherche le bon marché en tout et cela est trop naturel pour que nous y trouvions à redire. Mais quand on peut trouver unis au bon marché le goût et l'élégance, il est clair qu'il n'y a aucune raison pour ne pas le faire. Aussi ne sarions-nous trop engager les personnes qui ont à monter leur maison, à profiter de l'occasion extraordinaire que leur offre la liquidation de la maison P. Mallard. Elles pourront faire des choix les plus avantageux, dans son admirable assortiment de beaux meubles et d'objets d'art ou de fantaisie.

Il y a trois gros lots
Il y a trois gros lots
Il y a trois gros lots
Il y a trois gros lots
Qui sortiront du tirage à numéros simples
Qui sortiront du tirage à numéros simples
Qui sortiront du tirage à numéros simples
De la loterie de la Louisiane, samedi.
De la loterie de la Louisiane, samedi.
De la loterie de la Louisiane, samedi.

—La maison Fellman & Bros. vient de recevoir des étoffes pour habillements, qu'on peut obtenir à des prix extraordinairement bas, ces messieurs les ayant achetées aux encans du shérif de New-York. (Voir l'annonce.)

DÉCLIN DE L'ÉMIGRATION.—Le nombre des émigrants débarqués dans le port de New-York pendant les trois premiers trimestres de 1874 a été de 148, 201, contre 256,985 pendant la période correspondante de 1873. Diminution, 108,684. Les statistiques démontrent que la valeur des émigrants est en moyenne $1,000 par tête, la perte résultant pour les Etats-Unis de ce déroulement de l'émigration s'élève au chiffre respectable de $108,684,000.

OPÉRA.

Ce soir la seconde représentation de *Lucie de Lammermoor*, pour la continuation des débuts de MM. MÉRIC et LAURENT, et de Mlle HENRIETTE DE JOLY.

Tout nous fait espérer que la deuxième représentation du chef-d'œuvre de Donizetti suivra un cours au moins aussi favorable que la première. Nous renouvelons l'invitation que nous adressions, hier matin, à tous ceux qu'intéresse l'art du chant ; qu'ils allient entendre la jeune débutante, Mlle DE JOLY, et, nous en sommes persuadé, ils trouveront que leur soirée aura été on ne peut plus agréablement employée.

A. M.

Souvenez-vous bien
Souvenez-vous bien
Souvenez-vous bien
Qu'à la loterie de la Louisiane
Qu'à la loterie de la Louisiane
Qu'à la loterie de la Louisiane
On gagne des gros lots.
On gagne des gros lots.
On gagne des gros lots.
On gagne des gros lots.

—Nous lisons dans le *Courrier des Etats-Unis* :

Nous avons encore le regret d'annoncer la mort d'un de nos plus anciens résidents français de New-York. M. L. T. Rupp, arrivé en cette ville il y a vingt ans, était depuis ce temps le correspondant de l'*Indépendance belge*, ainsi que de plusieurs autres journaux de France et d'Allemagne. Il n'a eu d'autre ressource que le produit de sa plume ; aussi est-il mort pauvre.

Depuis longtemps il déclinait sensiblement sous le poids des années et du travail. Entré mardi dernier à l'hôpital Roosevelt, 50me rue, il y est mort le surlendemain, jeudi, à l'âge de soixante-dix-sept ans. Il était natif de Bordeaux, et n'avait point de famille en Amérique.

FRANCE.—Paris, 5 novembre. —On annonce que le gouvernement se propose de diviser l'Etat de siège dans les départements où il existe, peu de temps après la réunion de l'Assemblée nationale.

La plus grande activité règne dans toutes les branches de l'administration militaire en France, par suite du décret récent du gouvernement pour l'organisation de l'armée territoriale. Les inspections sont actuellement à l'ordre du jour et tout officier d'état-major est fort à faire. "Si la guerre arrive, la France tient à être prête," disait dernièrement, d'un air très significatif, un officier supérieur.

M. Decazes ministre des affaires étrangères, a adressé une circulaire aux puissances étrangères, dans laquelle il déclare que le gouvernement français est convaincu que la note adressée par l'Espagne à la France sur les carlistes, n'a pas été inspirée par l'Allemagne.

SATAN BISMARK TENTANT L'ESPAGNE.—On lit dans l'*Indépendance belge* :

Notre correspondant de Lisbonne nous signale une étrange démarche que, d'après un journal portugais, l'envoyé d'Allemagne aurait faite auprès du roi Louis, pour l'engager à se prêter à la constitution d'un empire ibérique qui respecterait l'autonomie administrative et politique du Portugal, tout en assurant à l'Espagne les avantages d'une organisation monarchique.

Les deux pays n'auraient de communes que certaine intérêts militaires ou financiers, comme l'Autriche-Hongrie ou les royaumes scandinaves.

Sur le refus de Sa Majesté portugaise de s'engager dans une politique aussi ambitieuse, le diplomate allemand lui aurait fait entrevoir l'impossibilité de faire vivre en Espagne une dynastie quelconque autre que la dynastie des Braganze-Cobourg, la nécessité où pourrait se trouver l'Allemagne d'aider à l'établissement de la république espagnole, et les dangers que cette éventualité pourrait entraîner, par voie de contagion, pour les destinées de la monarchie portugaise.

Que cette nouvelle soit sortie de l'imagination féconde d'un journaliste portugais ou qu'elle repose sur un fait réel, nous n'avons pas besoin d'ajouter qu'elle a causé à Lisbonne une très grande sensation. La première impression a été dans moins favorables. La dynastie portugaise a le bon esprit de chercher sa grandeur dans les services qu'elle peut rendre à son pays et non dans l'étendue de son royaume. Le peuple, de son côté, est disposé à partager les vicissitudes de la nation et pourrait ne pas vouloir être le jouet d'intrigues étrangères. Même la perspective d'établissement d'une république voisine ne l'effraie pas, parce qu'il a confiance en lui-même et dans la force de ses institutions.

LA CONVERSION DE M. DUFAURE.— On lit dans le *Gaulois* :

Nous invitions de nouveau sur le double contrat que nous avons d'exister dans les sphères gouvernementales. Quelques ministres, que nous pourrions désigner, voudraient que le gouvernement inclinât vers le centre gauche, et s'adjoignît M. Dufaure et tout le groupe de ses amis, qui atténuerait quelque peu encore leurs opinions républicaines et qui, se rapprochant du centre droit, arriverait ainsi à constituer une majorité ayant les centres pour base.

D'un autre côté, certains ministres désireraient, au contraire, qu'on s'allât toutes les droites et qu'on marchât résolument avec elles.

M. Dufaure prête naturellement la main à ce mouvement de renversion vers lui. Il a même entrepris de convertir quelques-uns des hommes importants du centre gauche à ses idées, et de les éloigner de M. Thiers : le discours de Bologne vient, à ce sujet, fort à propos pour aider dans son œuvre l'ancien garde des sceaux.

C'est à M. Léonce de Lavergne que M. Dufaure s'adresse en ce moment. Il entretient, nous est-il dit, avec ce député une correspondance des plus actives.

Nous ne tarderons pas à connaître les effets de ces pourparlers, qui doivent aboutir, en somme, — s'ils aboutissent, — à faire pour l'instant de M. Dufaure le chef de l'opposition constitutionnelle septennaliste, en attendant qu'il ressaisisse les sceaux.

Le premier résultat obtenu par M. Dufaure est celui-ci :

Son attitude inspire de certaines craintes à la gauche, qui serait désolée de voir passer dans le camp opposé un adversaire de cette force.

Il est probable que huit ou dix jours avant la reprise de la session nous connaîtrons les noms des députés qui suivront la fortune du représentant de la Charente-Inférieure.

INCENDIE A TARBES.—Un incendie a éclaté dimanche soir, rue Dessaix à Tarbes, dans les caves de M. Caroussanne jeune, négociant en vins.

Cette cave, qui faisait suite aux autres constructions du corps principal, était plus spécialement destinée au alcools et aux vins fins ; elle en contenait en ce moment une quantité importante.

L'incendie avait pris en un clin d'œil de telles proportions qu'il ne fallait pas songer à sauver le bâtiment où le feu s'était manifesté, et qui n'était déjà plus qu'un immense brasier, mais il importait de sauver le reste de l'établissement et les maisons voisines au nombre desquelles se trouve l'hôtel de la Trésorerie générale. On y est heureusement parvenu.

Un jeune homme s'est fracturé la cuisse.

C'est la seconde fois en moins d'un an, dit l'*Ère Nouvelle*, que M. Caroussanne voit le feu dévaster son établissement.

Une annonce ambulante,
Limestone Springs, S. C.

Au Dr. R. V. PIERCE, Buffalo, N. Y.

Cher Monsieur :—Je suis une annonce ambulante pour votre Golden Medical Discovery, vos Pilules Purgatives et le Catarrh Remedy du Docteur Sage. Je leur dois la guérison d'un catarrhe qui datait de neuf ans et m'avait défiguré le nez. Il m'avait également guéri de l'asthme dont le caractère était des plus graves. Avant d'avoir recours à vos médicaments, j'avais beaucoup maigri et perdu quarante livres. Je pèse aujourd'hui cent soixante-deux livres et me porte mieux que depuis vingt ans.

J. L. LUMSDEN.

Cette lettre est un échantillon de certaines que reçoit le Dr. Pierce. En présence de semblables preuves, qui pourrait douter de l'efficacité du docteur contre les catarrhes chroniques les plus graves.

LE REMÈDE FAVORI DES DAMES.

Wm. Forsyth Byrum & Son, pharmaciens de Live Oak, Fla., écrivent comme suit à la date du 10 septembre 1874 : "Au Dr. R. V. Pierce, Buffalo, N. Y.—Votre Golden Medical Discovery et vos Pilules Purgatives se vendent beaucoup et on en est très satisfait ; un grand nombre de vos clientes et de vos amis le déclarent avec plaisir. Votre "Favorite Prescription" est le remède favori des dames, et il y en a beaucoup qui disent qu'elles lui doivent d'avoir échappé à une misérable existence et à une mort prématurée et les a rendues à la santé et au bonheur."

Des milliers de femmes bénissent le jour où on leur a fait connaître le "Favorite Prescription" du Dr. Pierce. La contenu d'une seule bouteille soulage une femme d'un tempérament délicat plus que ne le font des mois de traitement par le médecin de la famille. C'est un remède spécial qui répond à des besoins spéciaux, et qui ne saurait rien recommander de mieux aux dames qui souffrent de douves internes, de ces douloureuses inflammations et d'ulcérations. On le trouve chez tous les pharmaciens.

Le Dr. Pierce envoie, quand on lui transmet 50 centins en timbres de dans cents, sa brochure sur les maladies auxquelles les femmes sont sujettes. Pour l'adresse, voir plus haut.

MA. J. et S.—V et G.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

ARRIVEE DE CINQ CENTS VOYAGEURS DU KENTUCKY.

Ils viennent pour visiter la Nouvelle-Orléans et son environs.

Vers dix heures, avant-hier soir, deux trains de sept wagons chacun, du chemin de fer de la Nouvelle-Orléans, St-Louis et Chicago, se sont arrêtés au pied de la rue Calliope et ont débarqué à peu près cinq cents touristes du Kentucky, qui viennent de la ville de Paducah pour visiter notre ville et se rendre compte de sa position commerciale.

La gare était brillamment illuminée et un grand nombre de nos concitoyens attendaient les dirigeants pour leur offrir l'hospitalité de la Nouvelle Orléans.

L'Hôtel St-Charles et le City hôtel en ont été encombrés.

Hier dans la journée les touristes se sont rendus au lac Ponchartrain et l'ont traversé à bord du steamer Camelia.

On pense qu'ils resteront dans notre ville jusqu'à vendredi après midi.

Cette visite nous fait honneur et plaisir. Elle prouve que la Nouvelle-Orléans n'a pas tout à fait perdu son importance et elle servira à établir des relations plus intimes entre nos voisins et nous.

Nos amis du Kentucky verront une grande ville, appauvrie depuis sept années par une série de cliques politiques, mais sur le point d'être régénérée et de commencer une nouvelle ère de prospérité sous une administration sage, honnête et économique, telle que nous la garantit notre belle victoire démocratique du 2 novembre.

Les Kentuckiens ont toujours sympathisé avec les Louisianais et nous n'avons pour eux que les meilleurs sentiments.

Puisse leur voyage leur être profitable et ne même temps qu'agréable!

La version du Dr. Devron.

Nous avons donné, dans notre numéro de mardi matin, le récit d'un malfeteur de couleur qui prétendait avoir été renvoyé, deux jours avant l'élection, par le Dr Devron, l'un des candidats de la liste radicale, pour des raisons politiques. Le Dr Devron est venu nous déclarer qu'il n'y a rien de vrai dans ce récit, que son domestique a voulu le renvoyer au contraire, pour entrer dans la police. Ayant publié la plainte nous publions la contradiction : ce n'est que justice. Nous ajouterons même que notre intention fut de prouver le maître plutôt que le domestique. Mais cet incident doit prouver aux gens sensés l'absurdité et l'iniquité de la loi qui permet d'arrêter sur la simple déclaration d'un officier d'état-major ou fort à faire. "Si la guerre arrive, la France tient à être prête," disait dernièrement, d'un air très significatif, un officier supérieur.

M. Decazes ministre des affaires étrangères, a adressé une circulaire aux puissances étrangères, dans laquelle il déclare que le gouvernement français est convaincu que la note adressée par l'Espagne à la France sur les carlistes, n'a pas été inspirée par l'Allemagne.

Le vol du City Hotel.

Mardi matin, Sidney Stout, Theo. Ulrich, et George Turbel qui comparu devant le juge MeArthur de la première cour municipale, le premier accusé d'avoir volé $70,000 en argent et en valeurs au City hotel, et les deux autres accusés de complicité dans le vol.

L'Etat était représenté par MM. H. Walsh et A. C. Lewis ; Stout par M. E. H. Ogden, Ulrich par M. George H. Beaudin et Turbel par M. G. L. Hall.

L'examen préliminaire a constaté les faits que nous avons déjà rapportés. En outre, le témoignage de M. E. H. Morse, le propriétaire de l'hôtel, a établi que Stout lui avait avoué lors de son arrestation et en présence du capitaine Schurlton chef de la police secrète, qu'il avait donné un certain nombre des bons volés alors qu'une montre au docteur Ulrich et qu'il lessait le secret de la combinaison pour ouvrir la serrure du coffre-fort de M. Tottzel.

Ce qu'il y a de certain c'est qu'un paquet contenant les bons en question a été trouvé en la possession d'un certain Bohm, demeurant rue Liberté, qui a déclaré que le Dr. Ulrich le lui avait remis.

Sidney Stout a été envoyé à la prison de paroisse à défaut d'un cautionnement de $25,000 pour attendre son jugement devant la Cour Supérieure Criminelle.

L'examen préliminaire pour les deux autres accusés aura lieu jeudi prochain.

L'honorable et éminent architecte démontrant aujourd'hui cette nouvelle, par la lettre suivante, qu'il adresse au rédacteur en chef du *Gaulois* :

"Paris, le 11 octobre 1874.

"Cher monsieur,

"Je n'ai fait enlever aucun aigle de l'Opéra.

"Je ne suis pas responsable des idées de mes amis.

"Je ne fais pas de politique dans les monuments ; j'ai bien assez d'y faire de l'architecture.

"Laissez-moi espérer que ces déclarations formelles vous feront regretter l'article qui a paru ce matin dans votre journal.

"Mille compliments,

"CHARLES GARNIER."

En thèse générale, nous ne saurions pas partisans des mutilations que font parfois un monuments sous prétexte de politique, pas plus que du changement dans le nom des rues, etc., etc. Les républicains ont toujours en la manie de ces sortes de manifestations : elles sentent d'une lieue leurs mesquines rancunes démocratiques.

Peut-on rien imaginer de plus absurde que le nom de *Place des Vosges* appliqué à la *Place Royale*. Pourquoi débaptiser un endroit du vieux Paris qui rappelle de si nobles et de si curieux souvenirs ?

Nous ne connaissons pas de meilleure critique de la manie en question que cette petite anecdote dont nous garantissons l'exactitude.

C'était après le 4 septembre, en pleine effervescence républicaine et *patriotique*. Un bon bourgeois, de ceux qui n'aimaient guère à contredire leur prochain, rencontrait un certain nombre des bons volés alors qu'une montre au docteur Ulrich et qu'il ten